MANIFESTE 2027-2032

Cinquante initiatives pour relancer la France, et le budget qui va avec

Non pas protéger les postes, mais protéger les gens.

50 initiatives	Six chantiers, aucun impôt nouveau sur les ménages
31,9 Md€	de dépenses par an à maturité, soit 0,8 % du PIB
69 Md€	de ressources : 54 d'économies, 15 de dividende de croissance
19,8 Md€	de coût net, le reste fléché au désendettement
8,3 % à 6,5 %	de chômage en six ans, déficit ramené à 3,3 % du PIB

D'après l'ouvrage Consented Creative Destruction

Sommaire

Le mauvais arbitrage
La thèse : de la protection du poste à la protection de la personne
L'exemple qui commande tout le reste : l'école
1. Ce que coûte le programme
2. Ce que rapportent les réformes
3. La trajectoire du déficit
4. Ce que devient la dette
5. Le budget expliqué à un ménage
6. Les cinq hypothèses qui peuvent casser le calcul
Ce qu'il faut faire en premier, et pourquoi
« Vous précarisez les enseignants et les services publics »
« Cinquante-quatre milliards d'économies, c'est de l'austérité déguisée »
« Vos hypothèses de croissance sont optimistes »
« Cela prendra dix ans »
« Qui vous garantit que les économies seront tenues ? »
Les quatre risques que nous assumons

L'essentiel

La France ne manque ni d'argent, ni de travail, ni de talents. Elle manque d'un principe d'organisation. Elle protège des situations acquises (un poste, un statut, une rente, un guichet) au lieu de protéger des trajectoires. Résultat : 2,4 millions de chômeurs au sens du BIT, 5,8 millions d'inscrits à France Travail, 3 595,5 milliards d'euros de dette, soit 119 % du PIB, et 91,2 milliards d'intérêts à payer en 2027. Ce n'est pas une fatalité budgétaire. C'est le prix d'un mauvais arbitrage, répété trente ans.

Ce manifeste propose l'arbitrage inverse. Il ne demande pas aux Français de payer plus. Il leur demande d'accepter que l'argent public déjà prélevé, 1 600 milliards d'euros de dépenses, soit réaffecté vers ce qui produit de la capacité : les compétences, l'école, l'énergie, le logement, la simplicité administrative. Chaque euro est fléché, chaque initiative est chiffrée, chaque économie est nommée.

1. La thèse : l'employabilité, pas le poste

Le droit du travail français protège l'emploi occupé. Il faut protéger la personne qui le quitte : droits de formation portables, cotisations modulées selon la capacité à replacer ses salariés, contrat de transition universel. Un salarié licenciable n'est pas un salarié précaire. C'est un salarié qui peut se réinventer sans perdre sa dignité.

2. La méthode : mobiliser la réserve de talents

L'école manque de monde quand 2,4 millions de personnes cherchent un emploi. Un diplômé du supérieur au chômage peut tenir une classe dans six semaines, s'il est formé, payé et encadré. Nous proposons 60 000 vacataires dans une réserve pédagogique et 50 000 adjoints de classe recrutés parmi les demandeurs d'emploi.

3. Le financement : redéployer, pas taxer

69 milliards d'euros de ressources par an à maturité : 54 milliards d'économies et de recouvrements, 15 milliards de dividende de croissance compté au tiers du rendement théorique. 29,6 milliards vont au programme, 39,4 milliards au déficit. Aucune hausse d'impôt sur les ménages.

4. Le résultat : six ans, cinq courbes

Chômage de 8,3 % à 6,5 %. Croissance potentielle de 1,1 % à 2,0 %. Déficit de 5,4 % à 3,3 % du PIB. Dette qui culmine à 122 % du PIB en 2029, puis reflue. Et 300 000 emplois supplémentaires, dont 110 000 directement créés par les services que l'on cesse de ne pas rendre.

> **Avertissement de méthode.** Les montants sont des ordres de grandeur annuels, en euros courants, à maturité du programme (2031-2032). Ils sont volontairement arrondis et présentés avec leur mode de financement. Les chiffres de constat proviennent de l'INSEE, de la DARES, de l'Unédic, du PLF 2027 et de la Cour des comptes. Toute projection est une projection : l'annexe financière expose les hypothèses et les risques.

Chapitre 0. Le constat en cinq chiffres

La France n'a pas un problème de moyens. Elle a un problème d'affectation des moyens. Cinq chiffres suffisent à décrire la situation, et à comprendre pourquoi les remèdes habituels échouent.

1 600 milliards d'euros de dépenses publiques, 57 % du PIB. La France est le pays de l'OCDE qui dépense le plus, rapporté à sa richesse. Ce n'est pas un scandale, c'est un choix. Le problème n'est pas le volume. C'est que la moitié de cet argent finance des situations acquises plutôt que des capacités nouvelles.

3 595,5 milliards d'euros de dette, 119 % du PIB. Fin juin 2026. La charge d'intérêts passe de 79,2 milliards d'euros en 2026 à 91,2 milliards en 2027, et dépassera 100 milliards en 2028. C'est déjà plus que le budget de l'Éducation nationale. Chaque point de taux gagné coûte 3 milliards par an.

5,4 % de déficit public en 2026. Le PLF 2027, présenté le 1er octobre 2026, promet un retour à 5,0 % au prix d'un effort de 54 milliards, dont 43 de mesures de redressement. Personne ne croit que cet effort sera tenu sans une histoire de croissance derrière. Ce manifeste propose cette histoire.

8,3 % de chômage, 2,4 millions de personnes. Au deuxième trimestre 2026, son plus haut niveau depuis l'automne 2020. Et 5,8 millions d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C. Dans le même temps, des milliers de postes ne sont pas pourvus à l'école, à l'hôpital, dans le bâtiment, dans la logistique.

0,7 % de croissance prévue en 2026. Une croissance inférieure au coût de la dette. C'est la définition mécanique de la boule de neige : la dette augmente même quand on ne dépense rien de plus. Sortir de cette trappe suppose de relever la croissance potentielle, pas de répartir la croissance existante.

Le mauvais arbitrage

Depuis trente ans, la France arbitre entre deux façons de protéger. Elle a choisi la plus visible et la plus coûteuse : protéger le poste occupé, au moyen de règles, de statuts et de subventions. Ce choix a produit un marché du travail à deux étages. Ceux qui sont dedans sont très protégés. Ceux qui sont dehors attendent longtemps. Les embauches se font majoritairement en contrats courts, parce que le coût d'une erreur de recrutement est devenu dissuasif. Et l'on compense la rareté de l'embauche par des dispositifs d'exception : contrats aidés, exonérations, primes à l'embauche, zones franches. Tous ont un point commun. Ils subventionnent le fait d'embaucher, jamais le fait de devenir meilleur.

Le second arbitrage est possible. Il consiste à protéger non pas la situation, mais la trajectoire. Un salarié dont les droits à la formation, à la reconversion et au revenu de transition sont garantis n'a pas besoin que son poste soit indestructible. Il a besoin de ne pas être détruit, lui. Cette bascule ne coûte pas plus cher. Elle coûte mieux.

La même logique vaut pour les services publics. Un hôpital qui ferme un lit faute de personnel et un demandeur d'emploi qui cherche un emploi depuis dix-huit mois sont deux symptômes du même dysfonctionnement : le système ne sait pas connecter une capacité disponible à un besoin non satisfait. Nous dépensons 1 600 milliards d'euros par an et nous laissons des besoins fondamentaux sans réponse. Ce n'est pas une question de budget. C'est une question de plomberie.

La thèse : de la protection du poste à la protection de la personne

Un contrat de travail protège aujourd'hui une fonction, un grade, une ancienneté, parfois un logement de fonction. Il ne protège pas ce qui rend un salarié employable dans dix ans : sa capacité à apprendre, sa mobilité, son réseau, sa certification. Le résultat est paradoxal. Plus un système protège les postes, plus il rend les personnes vulnérables au moment où le poste disparaît.

Employabilité, pas poste. Cela signifie trois choses concrètes. Premièrement, des droits attachés à la personne et non à l'employeur : un compte personnel d'employabilité alimenté chaque année, mobilisable en emploi comme au chômage. Deuxièmement, une responsabilité partagée du retour à

l'emploi : si une entreprise se sépare de ses salariés et qu'ils retrouvent vite un travail mieux payé, elle cotise moins ; si elle les laisse sur le carreau, elle cotise plus. Troisièmement, un revenu de transition décent, qui permet de se former sans s'appauvrir.

Cette approche n'est pas une dérégulation déguisée. Elle est plus exigeante que le statu quo, parce qu'elle demande des contreparties : se former, accepter une mobilité raisonnable, rendre compte de sa recherche d'emploi. Le droit à la sécurité n'est pas le droit à l'immobilité.

L'exemple qui commande tout le reste : l'école

Il manquait 2 900 enseignants à la rentrée 2024 dans le premier et le second degré, selon l'OCDE. Et 4 000 postes doivent être supprimés à la rentrée 2026, alors que les remplacements de courte durée ne sont plus assurés partout et que l'éducation prioritaire réclame des dédoublements qu'elle n'obtient pas. Dans le même pays, 2,4 millions de personnes sont au chômage, dont une part significative titulaires d'un bac+3 ou plus.

Cette rencontre n'est pas une coïncidence malheureuse. C'est le résultat d'un système de recrutement qui exige un concours, un statut et un concours de circonstances, là où le besoin est immédiat, local et partiel. On ne demande pas à un chômeur diplômé de remplacer un agrégé de mathématiques pendant vingt ans. On lui demande de tenir une classe pendant trois semaines, d'encadrer un groupe de soutien, d'accompagner une sortie, de faire vivre le dispositif « devoirs faits ». Six semaines de formation sérieuse, un cadre clair, un tuteur, un salaire. C'est faisable. Cela se fait ailleurs.

Le même raisonnement s'applique aux hôpitaux (agents de service, secrétariats, logistique), aux collectivités (accueil, entretien, médiation), aux transports, au bâtiment. La France a une réserve de main-d'œuvre qui n'est pas inemployable. Elle est inemployée. La différence entre les deux mots vaut 40 milliards d'euros par an de prestations et de manque à gagner.

> **Ce que nous ne ferons pas.** Nous ne proposons pas de service civique obligatoire déguisé en emploi, ni de stage non rémunéré, ni de travail gratuit. Chaque mission décrite dans ce manifeste est un contrat de travail, payé au moins au SMIC, avec un employeur, un tuteur et une formation. La contrepartie de l'argent public est un vrai travail, pas une occupation.

Chapitre 1. De la protection du poste à la protection de la personne

Dix mesures pour que le droit suive la personne et non le fauteuil. Coût total : 8,0 milliards d'euros par an. Économies induites : 3,2 milliards. Effet attendu : 300 000 emplois nets et un point de chômage en moins en cinq ans.

01. Compte personnel d'employabilité, doté et portable

Chaque actif dispose d'un compte crédité de 800 euros par an, contre 500 aujourd'hui, mobilisable en emploi, en transition et au chômage, et transférable d'un employeur à l'autre sans perte. Les employeurs abondent, l'État double l'abondement pour les non-qualifiés, les branches certifient les formations éligibles. Le droit suit la personne, y compris après un licenciement.

Coût 1 600 M€/an · Délai 12 mois · Gain 200 000 qualifications par an · Difficulté moyenne

02. Cotisation chômage modulée selon le devenir des salariés

La cotisation patronale varie en fonction de la trajectoire des salariés qu'une entreprise quitte : durée moyenne avant réemploi, salaire retrouvé, taux de formation. Une entreprise qui licencie proprement et vite cotise moins. Celle qui laisse ses salariés s'enliser cotise plus. Ce n'est pas une sanction, c'est un prix : celui du risque que l'on fait porter aux autres.

Coût neutre · Délai 18 mois · Gain 1 000 M€ de moindres dépenses · Difficulté élevée

03. Contrat de transition pour les 50 ans et plus

Pour les 100 000 seniors qui perdent leur emploi chaque année, un contrat de douze mois : 70 % du salaire antérieur, une formation certifiante, une mission en entreprise, un bilan de compétences. Aujourd'hui, un cadre de 57 ans coûte plus cher à l'assurance chômage qu'à reconvertir. Nous inversons le calcul.

Coût 1 500 M€/an · Délai 12 mois · Gain 35 000 retours à l'emploi par an · Difficulté moyenne

04. France Travail 2.0 : un conseiller pour quarante demandeurs

Le ratio actuel tourne autour d'un conseiller pour une centaine de demandeurs, avec des files d'attente qui découragent les plus fragiles. Nous ramenons le portefeuille à quarante, en redéployant 8 000 agents des fonctions support et en supprimant les doublons avec les missions locales et Cap emploi. Objectif : premier entretien sous sept jours, décision d'aide sous quinze.

Coût 2 500 M€/an · Délai 24 mois · Gain 0,4 point de chômage en moins · Difficulté moyenne

05. Chèque compétences pour les 600 000 actifs sans diplôme

Un droit de tirage de 1 500 euros par an, pendant trois ans, pour les actifs non qualifiés, ceux que la formation professionnelle ne touche jamais. Utilisable auprès d'organismes certifiés, avec une obligation de résultat : la certification est payée, l'inscription ne l'est pas.

Coût 900 M€/an · Délai 9 mois · Gain 180 000 certifications par an · Difficulté faible

06. Assurance chômage : durée modulée, dégressivité assumée

La durée d'indemnisation varie avec la conjoncture et le taux de retour à l'emploi du bassin. L'indemnité décroît après six mois pour les revenus supérieurs à 3 500 euros. Le cumul avec un emploi à temps partiel est encouragé. L'objectif n'est pas de punir. C'est de rendre le travail intermédiaire toujours plus rémunérateur que l'attente.

Économie 2 200 M€/an · Délai 12 mois · Gain 90 000 reprises d'emploi · Difficulté élevée

07. CDI de projet et rupture conventionnelle collective élargie

Le CDI de projet, un contrat à durée indéterminée adossé à une mission avec indemnité de fin garantie, est généralisé au-delà de la seule industrie. La rupture conventionnelle collective est ouverte aux entreprises de moins de 300 salariés, avec validation par accord majoritaire et accompagnement obligatoire.

Coût nul · Délai 6 mois · Gain 50 000 embauches par an · Difficulté élevée

08. Une seule instance de représentation

Fusion des instances représentatives du personnel en un comité unique, avec des heures de délégation garanties et un droit de saisine économique. Les seuils d'obligation passent de 11 à 50 salariés. Moins de réunions, plus de négociation. La représentation n'a pas besoin d'être nombreuse pour être efficace.

Coût nul · Délai 12 mois · Gain 40 % de charge administrative en moins · Difficulté moyenne

09. Retraite progressive et cumul emploi-retraite sans plafond

Le passage progressif à la retraite devient un droit : deux jours travaillés, trois jours de pension, avec neutralité fiscale. Le cumul emploi-retraite est libéré de tout plafond, et les cotisations versées ouvrent de nouveaux droits. Un senior qui travaille à 70 % est un senior qui transmet, pas un senior qui prend la place d'un jeune.

Coût 600 M€/an · Délai 12 mois · Gain 2,5 points de taux d'emploi des 60-64 ans · Difficulté faible

10. Territoires zéro chômeur de longue durée, généralisés

L'expérimentation est étendue à 150 territoires, avec une entreprise à but d'emploi par bassin, financée par le recyclage des prestations et du coût évité. Le principe est simple. On ne finance plus l'inactivité, on finance l'activité utile qui n'existe pas encore : recyclage, mobilité solidaire, aide à domicile, entretien d'espaces publics.

Coût 900 M€/an · Délai 24 mois · Gain 25 000 emplois · Difficulté moyenne

Chapitre 1 : 8,0 milliards d'euros de coût brut, dont 3,2 milliards d'économies induites. Coût net : 4,8 milliards.

Chapitre 2. L'école : mobiliser la réserve de talents

Le pays qui forme le mieux ses enfants est celui qui accepte que ses enseignants ne soient pas tous des fonctionnaires de 25 ans. Coût total : 6,6 milliards par an, dont 2,2 milliards redéployés. Effet attendu : plus une seule classe sans professeur, et 20 000 vocations nouvelles.

11. La réserve pédagogique nationale : 60 000 vacataires issus du chômage

C'est la mesure emblématique de ce manifeste. Toute personne titulaire d'un bac+3, inscrite à France Travail ou en reconversion, peut intégrer une réserve pédagogique après six semaines de formation intensive (gestion de classe, didactique, droit de l'élève, laïcité) validée par un certificat. Elle est ensuite affectée, pour des durées de trois semaines à un an, aux remplacements courts non pourvus, au soutien en éducation prioritaire et aux dispositifs « devoirs faits », avec un tuteur enseignant et un salaire de 2 100 euros net. Un vivier de 200 000 personnes est mobilisable dès la première année.

Coût 1 600 M€/an · Délai rentrée 2027 · Gain 60 000 classes couvertes · Difficulté moyenne

12. Adjoints de classe : 50 000 postes pour des demandeurs d'emploi

Un second niveau d'intervention, distinct du professeur : accueil des élèves, accompagnement des élèves à besoins particuliers, gestion des supports, lien avec les familles. Vingt-quatre heures par semaine, 1 400 euros net, contrat de deux ans renouvelable, formation en alternance. Ces postes libèrent du temps d'enseignement et constituent une voie d'accès progressive au métier. Un adjoint sur trois pourra présenter le concours au bout de deux ans.

Coût 1 100 M€/an · Délai rentrée 2027 · Gain 50 000 emplois et 15 000 vocations · Difficulté moyenne

13. Service éducatif citoyen : 30 000 jeunes dans les quartiers

Un service de dix mois, ouvert aux 18-25 ans, consacré à l'aide aux devoirs, à la lecture et au numérique dans les quartiers prioritaires. Indemnité de 600 euros, formation civique, tutorat. Ce n'est pas un dispositif d'occupation. C'est une porte d'entrée vers les métiers de l'éducation et de l'animation, avec validation des acquis.

Coût 500 M€/an · Délai 9 mois · Gain 30 000 jeunes et 12 000 suivis renforcés · Difficulté faible

14. Pacte enseignant simplifié et revalorisé

Un seul complément de rémunération, lisible, adossé à des missions précises et choisies : remplacer un collègue absent, tenir « devoirs faits », accompagner les élèves en difficulté, encadrer un vacataire de la réserve. Fini les primes empilées que personne ne comprend. Un professeur qui accepte trois missions gagne 4 800 euros net de plus par an.

Coût 2 000 M€/an · Délai rentrée 2027 · Gain 70 % des absences couvertes · Difficulté moyenne

15. Autonomie des établissements, contrepartie de l'évaluation

Chaque collège et lycée reçoit un budget global par élève et recrute directement 20 % de ses personnels (contractuels, vacataires, assistants) dans le cadre d'un projet d'établissement de quatre ans. En contrepartie, les résultats sont publiés : valeur ajoutée, taux d'orientation, absentéisme, satisfaction des familles. L'autonomie sans transparence est une rente. La transparence sans autonomie est une illusion.

Coût nul · Délai 24 mois · Gain 0,2 point de PISA à dix ans · Difficulté élevée

16. Trente campus des métiers dans les villes les plus touchées

Un lieu unique par bassin, réunissant lycée professionnel, CFA, France Travail, branche professionnelle et entreprise, avec un plateau technique partagé. Objectif : que la formation professionnelle cesse d'être un parking et devienne un ascenseur, dans les trente villes où le chômage dépasse de trois points la moyenne nationale.

Coût 600 M€/an · Délai 36 mois · Gain 60 000 formations qualifiantes · Difficulté moyenne

17. Apprentissage : une prime unique, un guichet unique

Les aides à l'apprentissage sont fusionnées en une prime unique versée au CFA, modulée selon le niveau de qualification (plus pour un CAP que pour un master) et conditionnée au taux de réussite et d'insertion. Les sept dispositifs actuels deviennent un seul formulaire. Aucune dépense nouvelle : 1,5 milliard redéployé.

Coût redéployé · Délai 12 mois · Gain 40 000 apprentis de plus dans les CAP · Difficulté moyenne

18. Le bachelor en trois ans, des frais modulés

Généralisation du diplôme en trois ans dans les universités, avec sélection assumée à l'entrée et frais d'inscription modulés selon le revenu des familles, de zéro à 3 000 euros. Les bourses sont transformées en allocation étudiant sous condition de présence et de résultats. L'argent va à l'étudiant, pas au guichet.

Recettes 800 M€/an · Délai 36 mois · Gain 30 % d'échec en licence en moins · Difficulté élevée

19. Une évaluation nationale annuelle, publiée

Un test standardisé en français et en mathématiques à l'entrée du CP, du CE1, de la sixième et de la seconde, avec publication de la valeur ajoutée de chaque établissement, et non de son niveau brut, qui ne mesure que la sociologie de son quartier. Un indicateur unique, public, comparable. Voilà ce qui fait bouger une administration.

Coût 100 M€/an · Délai 12 mois · Gain pilotage réel du système · Difficulté faible

20. Former les professeurs sur le terrain, deux ans, rémunérés

La formation initiale devient alternée : deux ans en établissement, sous tutorat, avec un salaire complet, un mémoire professionnel et une certification finale. Le concours est passé à l'issue de la deuxième année, sur la base d'une évaluation continue et d'une leçon publique. On ne devient pas enseignant dans un amphithéâtre. On le devient dans une classe.

Coût 700 M€ redéployés · Délai 36 mois · Gain 50 % d'abandon en moins sur cinq ans · Difficulté élevée

Chapitre 2 : 6,6 milliards d'euros de coût brut, dont 2,2 milliards redéployés et 0,8 milliard de recettes nouvelles.

Chapitre 3. Entreprises : lever les verrous

La France crée beaucoup d'entreprises et en fait grandir trop peu. Le problème n'est pas l'envie d'entreprendre. C'est le coût de la croissance. Coût total : 1,2 milliard par an. C'est le chapitre le moins cher et le plus rentable du manifeste.

21. Un statut unique, la fin des effets de seuil

La France compte des seuils à 11, 50, 250 et 5 000 salariés, chacun déclenchant des obligations nouvelles. Une entreprise qui passe de 49 à 51 salariés change de monde. Nous remplaçons ces seuils par un droit progressif : les obligations augmentent par paliers lissés, et un dispositif de croissance neutre garantit cinq ans de stabilité réglementaire à toute entreprise qui franchit un seuil.

Coût nul · Délai 18 mois · Gain 80 000 emplois dans les PME · Difficulté élevée

22. Faillite : la discharge en six mois, le droit à l'erreur garanti

Un entrepreneur honnête et malchanceux doit pouvoir repartir en six mois, avec effacement des dettes personnelles et sans interdiction de gérer. La procédure est dématérialisée, le juge unique, les sûretés simplifiées. Un pays qui punit l'échec pendant dix ans n'a que des entrepreneurs qui n'osent pas.

Coût nul · Délai 12 mois · Gain 15 % de créations en plus · Difficulté faible

23. Délais de paiement : trente jours, sanction automatique

Le plafond légal passe à trente jours, et le retard déclenche une pénalité automatique, prélevée par l'administration et reversée au créancier, sans procès. Les PME françaises financent aujourd'hui gratuitement la trésorerie de leurs clients. C'est un impôt privé que personne n'a voté.

Coût nul · Délai 6 mois · Gain 20 milliards de trésorerie rendue aux PME · Difficulté faible

24. La règle un in, deux out et le test PME

Toute nouvelle norme doit être compensée par la suppression de deux normes existantes. Tout texte de plus de dix pages s'accompagne d'une évaluation d'impact sur les entreprises de moins de cinquante salariés, publiée avant le vote. La simplification n'est pas une politique d'affichage. C'est un budget de normes, avec un solde.

Coût 150 M€/an · Délai 6 mois · Gain 25 % de charge administrative en moins · Difficulté moyenne

25. Stabilité fiscale garantie dix ans

Une loi organique interdit toute modification du taux d'impôt sur les sociétés et du régime des amortissements pendant la durée d'un mandat, sauf loi de financement spéciale votée à la majorité des trois cinquièmes. Les entreprises n'investissent pas dans un pays dont elles ignorent le barème à cinq ans.

Coût nul · Délai 12 mois · Gain 0,3 point d'investissement · Difficulté élevée

26. Actionnariat salarié : 10 000 euros exonérés

Les actions ou parts attribuées aux salariés sont exonérées d'impôt sur le revenu jusqu'à 10 000 euros par an et par salarié, dans toutes les entreprises de plus de dix salariés, avec un abondement obligatoire de l'employeur. Un salarié actionnaire est un salarié qui regarde plus loin que le mois prochain.

Coût 700 M€/an · Délai 12 mois · Gain 1,5 million de salariés actionnaires · Difficulté faible

27. Commande publique : 30 % aux PME, payées en vingt jours

Un objectif contraignant de 30 % de la commande publique (État, hôpitaux, collectivités) attribué aux PME et ETI indépendantes, avec allotissement obligatoire des marchés et paiement sous vingt jours. La commande publique est le premier marché de France. Elle doit servir de levier, pas de rente.

Coût nul · Délai 12 mois · Gain 25 milliards de chiffre d'affaires pour les PME · Difficulté moyenne

28. Scale-up Act : un régime pour celles qui passent 50 millions

Un guichet unique (fiscal, social, réglementaire) pour les entreprises qui franchissent 50 millions d'euros de chiffre d'affaires, avec un interlocuteur unique, des délais de réponse opposables et un crédit d'impôt recherche simplifié en une page. La France a des start-up. Elle n'a pas de scale-up. Ce n'est pas un problème de talent, c'est un problème de friction.

Coût 300 M€/an · Délai 12 mois · Gain 300 ETI supplémentaires en cinq ans · Difficulté moyenne

Chapitre 3 : 1,2 milliard d'euros de coût brut, dont 0,85 milliard de dépenses fiscales.

Chapitre 4. Énergie, logement, infrastructures

C'est le chapitre le plus coûteux, 14,2 milliards par an, et le seul qui produise de la croissance physique : des kilowattheures, des logements, des trains qui arrivent à l'heure. Une relance sans béton ni électricité n'est pas une relance, c'est un communiqué.

29. Six réacteurs EPR2, décidés et financés

Engagement pluriannuel de 2 milliards par an jusqu'en 2035 pour la construction des six premiers EPR2, avec un pilote de financement associant l'État, EDF et les industriels consommateurs par contrats de long terme. Chaque année de retard coûte plus cher que l'investissement lui-même. L'électricité bon marché est la seule politique industrielle qui marche partout.

Coût 2 000 M€/an · Délai 2027-2035 · Gain 30 TWh bas carbone · Difficulté élevée

30. Réseaux électriques : le vrai goulot d'étranglement

Cent milliards sur dix ans pour RTE et Enedis, dont 3 milliards de subvention d'État par an : raccordements industriels, flexibilité, stockage, bornes de recharge. Sans réseau, il n'y a ni usine qui s'installe ni voiture qui charge. C'est le poste le moins politique et le plus rentable du quinquennat.

Coût 3 000 M€/an · Délai 2027-2037 · Gain 150 000 emplois sur la période · Difficulté moyenne

31. Permis de construire de plein droit en zone tendue

Dans les communes où la demande dépasse l'offre, un permis conforme au plan local d'urbanisme est délivré de plein droit dans les trois mois, sans recours suspensif au-delà d'un contrôle de légalité restreint. Les recours abusifs sont sanctionnés. On ne résout pas la crise du logement avec des commissions.

Coût nul · Délai 6 mois · Gain 60 000 logements par an · Difficulté élevée

32. Amortissement locatif : 2 % par an pendant dix ans

Les bailleurs qui achètent du neuf ou rénovent lourdement déduisent 2 % de la valeur du bien par an de leur revenu imposable, pendant dix ans, à condition de louer nu et à loyer modéré pendant douze ans. Un dispositif simple, plafonné, borné dans le temps, l'inverse de l'empilement actuel.

Coût 1 800 M€/an · Délai 12 mois · Gain 45 000 logements intermédiaires · Difficulté faible

33. MaPrimeRénov' : un guichet par département, zéro dossier de quarante pages

Un opérateur unique par département, un devis type, une avance de trésorerie, un délai de quinze jours. L'objectif passe de 200 000 à 500 000 rénovations par an, avec obligation de résultat énergétique et non de travaux. La rénovation est le seul chantier qui fait baisser les factures et crée des emplois non délocalisables.

Coût 3 000 M€/an · Délai 12 mois · Gain 80 000 emplois et 15 % de facture en moins · Difficulté moyenne

34. Quinze RER métropolitains

Quinze réseaux express régionaux dans les métropoles qui n'en ont pas, avec matériel neuf, fréquence au quart d'heure et tarification unique. Financement : État, régions, versement mobilité élargi aux zones d'emploi. Deux milliards par an pendant dix ans, et un chantier qui mobilise l'ingénierie française, celle qui exporte déjà dans le monde entier.

Coût 2 000 M€/an · Délai 2027-2037 · Gain 1,5 million de voyageurs par jour · Difficulté élevée

35. Plan eau et adaptation climatique

Un milliard et demi par an pour les réseaux d'eau (un litre sur cinq est perdu dans les fuites), la réutilisation des eaux usées, les digues et la désimperméabilisation. Ce sont des travaux peu qualifiés, locaux, immédiatement lançables. Le contraire d'un grand soir, et l'exacte définition d'une relance utile.

Coût 1 500 M€/an · Délai 2027-2032 · Gain 40 000 emplois · Difficulté faible

36. Friches et foncier : le ZAN par la densité

Un fonds de 400 millions par an pour dépolluer et viabiliser les friches industrielles, avec un droit de préemption simplifié et une procédure de permis prêt à construire. L'objectif de zéro artificialisation nette est maintenu, mais mesuré au niveau du bassin de vie et non parcelle par parcelle.

Coût 400 M€/an · Délai 12 mois · Gain 3 000 hectares mobilisés par an · Difficulté moyenne

37. Souveraineté numérique : cloud, fibre, 5G

Achèvement du plan fibre, généralisation de la 5G dans les zones d'activité, et un cloud de confiance public pour les données sensibles des administrations et des hôpitaux. Un demi-milliard par an, et une condition de souveraineté qui n'a pas de prix de remplacement.

Coût 500 M€/an · Délai 2027-2030 · Gain couverture totale et 20 000 emplois · Difficulté moyenne

Chapitre 4 : 14,2 milliards d'euros de coût brut, dont 5 milliards déjà inscrits en trajectoire. Reste à financer : 9,2 milliards.

Chapitre 5. L'État qui dépense mieux

Ce chapitre ne coûte rien. Il rapporte 51 milliards d'euros par an. Ce ne sont pas des économies nouvelles imposées aux Français. C'est l'effort que la trajectoire budgétaire exige déjà. La seule question est de savoir où il ira : dans le déficit, ou dans les capacités du pays.

> **Règle du jeu.** Aucune de ces huit mesures ne touche une prestation versée à un ménage modeste. Aucune ne supprime un service de proximité. Toutes portent sur des dépenses de structure, des niches, des doublons ou des achats. Si une seule de ces hypothèses est fausse, l'annexe financière du chapitre 7 montre l'effet sur la trajectoire.

38. Revue des dépenses à la suédoise : 3 % par an, cinq ans

Chaque année, toutes les missions de l'État, hors charge de la dette et hors défense, sont réexaminées à 3 % près, mission par mission, avec une règle simple : une dépense qui n'a pas démontré son résultat depuis cinq ans est supprimée par défaut. La Suède a réduit ses dépenses publiques de six points de PIB en dix ans avec cette méthode, sans crise sociale.

Économie 15 000 M€/an · Délai 2027-2032 · Gain 1,5 point de dépenses publiques en moins · Difficulté élevée

39. Non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans les fonctions support

Hors enseignants, soignants et forces de l'ordre, les départs à la retraite ne sont remplacés qu'un sur deux, avec redéploiement prioritaire vers les services au public et la réserve pédagogique. Les effectifs de l'État n'ont pas besoin d'être coupés. Ils ont besoin d'être réaffectés.

Économie 4 000 M€/an · Délai 2027-2032 · Gain 60 000 postes administratifs en moins · Difficulté moyenne

40. Fusion des agences et des opérateurs

De France Compétences à l'ANCT, la France compte plus de 400 opérateurs de l'État. Nous fusionnons les doublons, supprimons les conseils d'administration redondants, mutualisons les fonctions support et publions un inventaire annuel des effectifs par opérateur. Trois milliards par an, sans fermer un guichet au public.

Économie 3 000 M€/an · Délai 24 mois · Gain 30 % d'opérateurs en moins · Difficulté moyenne

41. Niches fiscales : plafonnement et suppression des vingt plus inefficaces

Plafonnement global des avantages fiscaux à 10 000 euros par foyer, suppression des vingt dispositifs dont le coût par emploi créé dépasse 100 000 euros, et évaluation publique de chaque niche tous les trois ans. Huit milliards d'euros, et une règle : une niche qui n'a pas prouvé son effet disparaît.

Économie 8 000 M€/an · Délai 12 mois · Gain 20 % de dépenses fiscales en moins · Difficulté élevée

42. Fraude sociale et fiscale : recouvrer, pas annoncer

Un objectif de rendement opposable, des moyens d'enquête alignés sur ceux du fisc, la facturation électronique généralisée, et un data mining unique croisant revenus, patrimoine et prestations. Six milliards d'euros de recouvrement supplémentaires, contrôlés annuellement par la Cour des comptes.

Recettes 6 000 M€/an · Délai 24 mois · Gain 0,2 point de déficit en moins · Difficulté moyenne

43. Santé : la pertinence avant les lits

Soins pertinents plutôt que soins nombreux : achats groupés hospitaliers, télémédecine en maisons de santé, prescription de génériques et de biosimilaires, tarification à l'épisode plutôt qu'à l'acte. Cinq milliards sur 280, soit moins de 2 %, et une qualité de soins qui n'a aucune raison de baisser.

Économie 5 000 M€/an · Délai 2027-2031 · Gain 1,8 % de dépenses d'assurance maladie en moins · Difficulté élevée

44. Collectivités : contrat de sobriété, dotations conditionnées

Les dotations de fonctionnement progressent moins vite que l'inflation, sauf pour les collectivités qui signent un contrat de sobriété : mutualisation des achats, réduction des frais de structure, plafonnement des indemnités. Quatre milliards, et un principe : l'État ne peut pas demander aux autres ce qu'il ne s'applique pas.

Économie 4 000 M€/an · Délai 2027-2029 · Gain 1,2 % de dépenses locales en moins · Difficulté élevée

45. Retraites : indexer l'âge sur l'espérance de vie

L'âge d'ouverture des droits progresse automatiquement de la moitié des gains d'espérance de vie, avec un plancher et un plafond, et une clause de sauvegarde pour les carrières longues et les métiers pénibles. Six milliards à horizon 2032, et surtout la fin d'une réforme tous les trois ans.

Économie 6 000 M€/an en 2032 · Délai 2028 · Gain stabilité du système · Difficulté très élevée

Chapitre 5 : 51 milliards d'euros d'économies et de recettes par an à maturité, avec montée en charge progressive sur 2027-2032.

Chapitre 6. Territoires, Europe, attractivité

Cinq mesures pour que la relance ne soit pas un phénomène parisien. Coût : 1,9 milliard par an, dont 1,5 milliard de recettes nouvelles. C'est le chapitre de l'ouverture. La France ne se relèvera pas en se fermant.

46. Vingt zones franches urbaines de nouvelle génération

Dans les vingt quartiers où le chômage dépasse le double de la moyenne nationale : exonération totale de cotisations pendant cinq ans pour les entreprises de moins de vingt salariés, guichet unique, foncier décoté, et obligation d'embaucher 30 % de résidents. Ce n'est pas de l'assistanat territorial, c'est de la discrimination positive économique, avec une évaluation à cinq ans.

Coût 1 200 M€/an · Délai 12 mois · Gain 40 000 emplois · Difficulté moyenne

47. Permis à points pour l'immigration de travail

Un système à points (diplôme, expérience, salaire, secteur en tension, langue) délivre un titre de séjour de quatre ans renouvelable, avec un délai de traitement de trente jours et une procédure entièrement dématérialisée. Deux cent mille titres par an, dans les métiers où l'on ne trouve personne.

Recettes 1 500 M€/an · Délai 12 mois · Gain 0,2 point de croissance · Difficulté élevée

48. Épargne longue fléchée vers l'industrie

Le PEA-PME est fusionné dans un plan épargne industrie : 500 euros de déduction supplémentaire par an pour l'épargne investie plus de huit ans dans des fonds labellisés, avec une garantie partielle de l'État sur le capital pour les investissements en fonds propres de PME industrielles. La France épargne 1 900 milliards d'euros. La question n'est pas le montant, c'est la destination.

Coût 500 M€/an · Délai 18 mois · Gain 20 milliards de fonds propres en plus · Difficulté moyenne

49. Marché unique des services et commande publique européenne

Porte-voix actif à Bruxelles pour l'achèvement du marché unique des services, qui représente 10 % du PIB européen non réalisé, pour la reconnaissance automatique des qualifications et pour un Buy European Act limité aux technologies critiques. Une PME française doit pouvoir vendre en Allemagne aussi facilement qu'en Bretagne.

Coût nul · Délai 2027-2032 · Gain 0,5 point de PIB à dix ans · Difficulté très élevée

50. Diaspora et French Tech Visa

Un visa de quatre ans pour les fondateurs, chercheurs et ingénieurs, délivré en quinze jours, avec un guichet unique pour la famille et un crédit d'impôt pour les alumni qui créent en France. Un million de Français vivent à l'étranger. C'est le plus grand réseau d'ambassadeurs économiques du pays.

Coût 200 M€/an · Délai 9 mois · Gain 15 000 talents par an · Difficulté faible

Chapitre 6 : 1,9 milliard d'euros de coût brut, 1,5 milliard de recettes nouvelles. Coût net : 0,4 milliard.

Chapitre 7. Le plan financier

Un programme sans financement est un discours. Voici le compte complet : ce que coûte chaque chapitre, ce que rapportent les réformes, et ce qui reste pour la dette. Tout est en milliards d'euros par an, à maturité, en euros courants.

1. Ce que coûte le programme

Chapitre	Coût brut	dont redéployé	Coût net
1. Travail et employabilité	8,0	2,2	5,8
2. École et compétences	6,6	2,2	4,4
3. Entreprises	1,2	0,4	0,8
4. Énergie, logement, infrastructures	14,2	5,0	9,2
5. Réforme de l'État	0,0	0,0	0,0
6. Territoires et Europe	1,9	0,0	1,9
Total des dépenses	**31,9**	**9,8**	**22,1**
Recettes nouvelles (init. 18 et 47)	2,3	0,0	2,3
Coût net supporté par le budget			**19,8**

Soit 0,5 % du PIB de 2032. À titre de comparaison, le seul effort du PLF 2027 est de 54 milliards, dont 43 de mesures de redressement.

2. Ce que rapportent les réformes

Source	Montant	Mécanisme
Revue des dépenses et État	22,0	Initiatives 38 à 40 : 3 % par an, non-remplacement, fusions
Niches fiscales	8,0	Initiative 41 : plafonnement et suppression des vingt inefficaces
Fraude recouvrée	6,0	Initiative 42 : data mining, facturation électronique
Santé, collectivités, retraites	15,0	Initiatives 43 à 45 : pertinence, sobriété, indexation de l'âge
Assurance chômage	3,0	Initiative 6 : règles et baisse du chômage
Dividende de croissance	15,0	Un tiers du rendement théorique, par prudence
Total des ressources	**69,0**	

> **La règle d'or.** 69 milliards de ressources pour 19,8 milliards de dépenses nettes : les 49,2 milliards restants vont au déficit. Le programme ne creuse pas la dette. Il l'utilise. C'est la seule différence entre une relance et une fuite en avant.

3. La trajectoire du déficit

Le déficit public est de 5,4 % du PIB en 2026. Il descend à 5,0 % en 2027 avec le PLF, puis à 3,3 % en 2032 sous l'effet combiné des économies du chapitre 5 et du dividende de croissance. La cible de Maastricht, 3,0 %, est atteinte en 2033, avec un an de retard sur le calendrier européen et sans récession.

La trajectoire du déficit

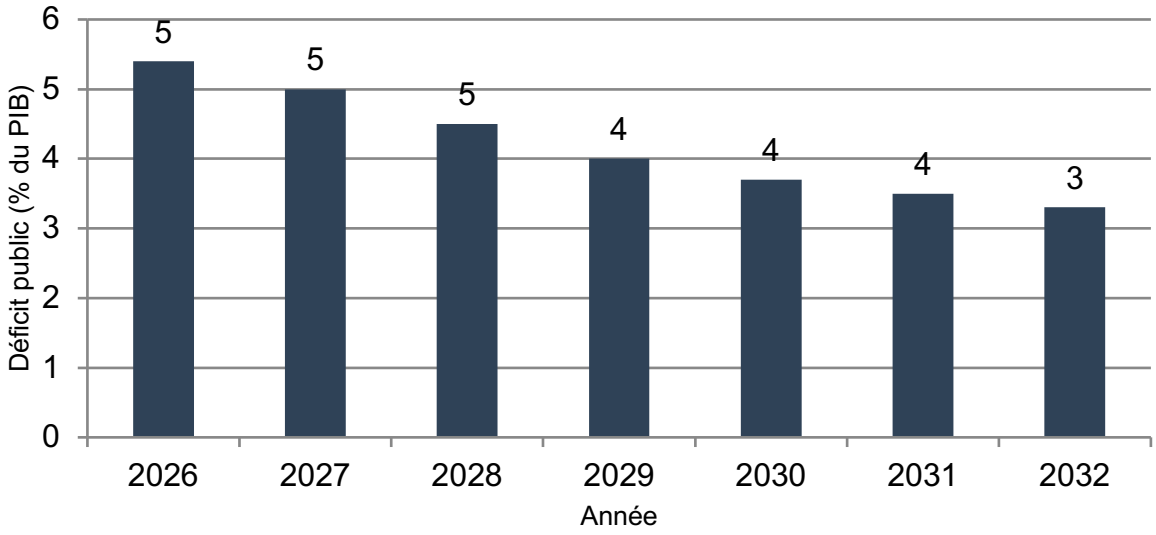

Figure 1: Déficit public en % du PIB. 2026-2027 : PLF 2027. 2028-2032 : projection de l'auteur.

4. Ce que devient la dette

La dette publique atteint 3 595,5 milliards d'euros à la fin du deuxième trimestre 2026, soit 119,0 % du PIB. Aucun programme sérieux ne peut promettre qu'elle reflue dès 2028 : la mécanique de la boule de neige ne le permet pas. Ce que ce manifeste promet est plus modeste et plus vérifiable. **Le pic est atteint en 2029, à environ 122 % du PIB, puis la dette commence à refluer**, pour la première fois depuis 2008 en période hors récession.

La trajectoire de la dette

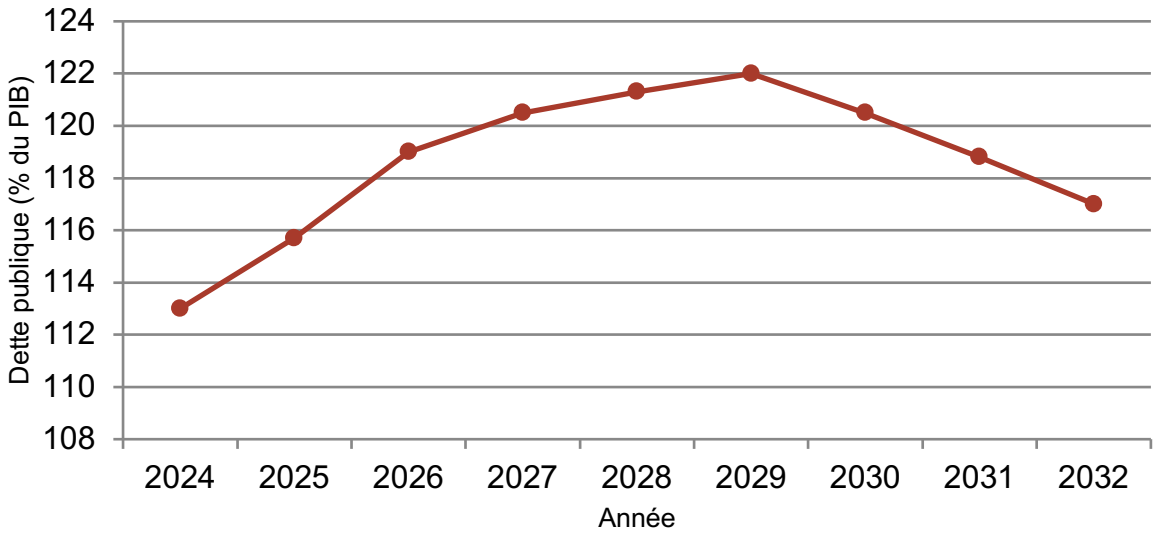

Figure 2: Dette publique en % du PIB. 2024-2026 : INSEE. 2027-2032 : projection de l'auteur, pic à 122 % en 2029.

5. Le budget expliqué à un ménage

Ramenez la France à un ménage qui gagne 3 000 euros net par mois. Il en dépense 3 310, emprunte 310 pour boucler, et paie 164 euros d'intérêts sur ses anciens emprunts. Sa dette cumulée atteint 7 440 euros, soit deux ans et demi de revenus. Ce ménage n'est pas ruiné. Il est surendetté, et il continue de s'endetter pour payer des charges fixes.

Ce que nous proposons, à cette échelle : **66 euros par mois** de dépenses nouvelles (l'école, la formation, l'énergie) financés par **143 euros par mois** d'économies et de recettes. Le solde, 102

euros par mois, va rembourser la dette. Le ménage ne gagne pas un euro de plus. Il arrête simplement de payer pour ne rien produire.

Ligne	France (Md€/an)	Ménage (€/mois)
Recettes publiques	1 450	3 000
Dépenses publiques	1 600	3 310
Intérêts de la dette	79,2	164
Dette cumulée	3 595,5	7 440
Dépenses nouvelles du programme	31,9	66
Économies et recettes nouvelles	69,0	143
Solde fléché au désendettement	**49,2**	**102**

6. Les cinq hypothèses qui peuvent casser le calcul

Hypothèse	Si elle est fausse	Effet sur 2032
Croissance réelle de 2,0 %	À 1,0 %, la moitié du dividende disparaît	déficit +0,4 point
Taux d'intérêt moyen de 3,3 %	À 4,0 %, la charge augmente de 25 milliards	déficit +0,7 point
Économies du chapitre 5 tenues à 80 %	Il manque 10 milliards	déficit +0,3 point
Baisse du chômage d'un point	Sans elle, 3 milliards de prestations en plus	déficit +0,1 point
Aucune récession d'ici 2032	Une récession coûte 1,5 point de déficit par an	trajectoire décalée de trois ans

Le programme résiste à deux hypothèses défavorables simultanées. Il ne résiste pas à trois. C'est pourquoi il prévoit une clause de revoyure annuelle devant le Parlement, avec publication des écarts et ajustement automatique des dépenses non engagées, et non des prélèvements.

> **Ce que ce plan ne fait pas.** Il n'augmente aucun impôt sur les ménages. Il ne crée aucune taxe nouvelle. Il ne compte sur aucune hypothèse de croissance supérieure à 2 % par an, alors que la France a fait 0,7 % en 2026. Il ne suppose aucune renégociation de la dette. Il ne parie pas sur l'inflation pour effacer les engagements : c'est le piège dans lequel les États surendettés tombent toujours.

Chapitre 8. Cent premiers jours

Dix décisions qui ne coûtent rien ou presque, et qui changent immédiatement la vie de ceux qui attendent. Un gouvernement qui commence par celles-là gagne le droit de faire les autres.

J+	Décision	Instrument	Effet immédiat
10	Permis de construire de plein droit en zone tendue	Décret en Conseil d'État	Déblocage de 40 000 permis
15	Sanction automatique des délais de paiement	Décret	20 milliards de trésorerie PME
20	Réserve pédagogique : trois académies pilotes	Arrêté et convention France Travail	5 000 vacataires formés
25	Règle un in, deux out et test PME	Circulaire et décret	300 normes en moins en six mois
30	Publication de la valeur ajoutée des lycées et collèges	Arrêté	Transparence du système
40	Fusion de cinq agences et opérateurs	Décret	1 milliard d'économies
50	Redéploiement de 2 000 agents vers l'accueil France Travail	Mouvement statutaire	Délai d'entretien divisé par deux
60	Guichet unique de rénovation par département	Convention	Délai divisé par trois
75	Loi de programmation fiscale à dix ans	Projet de loi organique	Stabilité de l'impôt sur les sociétés
90	Soixante nouveaux territoires zéro chômeur	Appel à candidatures	10 000 emplois en année 1

Ces dix décisions représentent 1,2 milliard d'euros de dépenses nouvelles (la réserve pédagogique et les territoires zéro chômeur) et environ 5 milliards d'économies déjà acquises. Elles sont juridiquement faisables sans révision constitutionnelle, à l'exception du permis de construire, qui suppose une loi.

Ce qu'il faut faire en premier, et pourquoi

L'ordre compte autant que le contenu. Un gouvernement qui commence par les économies perd la bataille de l'opinion et finit par céder sur les deux tableaux. Un gouvernement qui commence par les mesures visibles (un permis délivré, une classe tenue, une facture de rénovation payée en quinze jours) construit la crédibilité qui rend les économies possibles. C'est la séquence inverse de celle de tous les plans de redressement français depuis quinze ans. Ils annoncent l'effort, puis négocient la dépense. Nous annonçons la dépense utile, puis nous tenons l'effort.

Chapitre 9. Objections et risques

Un manifeste qui ne répond pas aux objections n'est qu'un tract. Voici les cinq critiques les plus sérieuses que l'on peut nous adresser, et ce que nous y répondons.

« Vous précarisez les enseignants et les services publics »

Non. Nous créons des contrats de droit commun, payés au-dessus du SMIC, avec formation, tutorat et perspective de concours. Le système actuel précarise déjà. Il laisse 2 900 postes vacants et des milliers d'heures non assurées, sans contrat ni formation. La vraie précarité, c'est le vide devant une classe de trente élèves. Et nous ne remplaçons personne : nous couvrons ce qui n'est pas couvert.

« Cinquante-quatre milliards d'économies, c'est de l'austérité déguisée »

C'est l'effort que la trajectoire budgétaire impose de toute façon. Le PLF 2027 annonce déjà 54 milliards d'efforts, dont 43 de redressement, pour ramener le déficit à 5,0 %. La seule vraie question est l'affectation. Nous proposons d'en flécher une part vers des dépenses qui produisent de la croissance, au lieu de les laisser absorber par la charge de la dette. Une austérité qui n'investit pas est une austérité qui échoue. C'est le reproche que l'on peut faire à tous les plans précédents.

« Vos hypothèses de croissance sont optimistes »

Elles sont plus prudentes que celles du gouvernement : 2,0 % de croissance réelle en 2032, contre 1,1 % de croissance potentielle aujourd'hui. Nous ne supposons aucun choc de productivité miraculeux, seulement le retour du taux d'emploi à son niveau de 2008 et un point de croissance potentielle gagné par la formation et l'investissement. Le chapitre 7 montre ce qui se passe si nous nous trompons : le déficit reste à 4 %, la dette ne reflue pas. Ce n'est pas un effondrement, c'est un échec partiel.

« Cela prendra dix ans »

Oui. Et c'est précisément l'argument en faveur de commencer maintenant. Les réformes précédentes ont échoué parce qu'elles promettaient des résultats en dix-huit mois et étaient jugées en six. Nous proposons un calendrier de six ans, avec des jalons annuels vérifiables, et un premier ministre qui rend compte chaque année des écarts, pas des intentions.

« Qui vous garantit que les économies seront tenues ? »

Rien, sinon un mécanisme. La dépense nouvelle est conditionnée : chaque euro du programme est décaissé trimestre par trimestre, après vérification de l'économie correspondante par la Cour des comptes. Si l'économie n'est pas réalisée, la dépense est suspendue. C'est le seul dispositif qui ait jamais fonctionné ailleurs, et il n'a jamais été essayé en France.

Les quatre risques que nous assumons

- **Le risque politique.** Les chapitres 5 et 6 touchent des intérêts organisés : professions réglementées, opérateurs, collectivités, syndicats. Ils résisteront. C'est pourquoi le chapitre 8 commence par les mesures populaires.
- **Le risque d'exécution.** Un tiers des économies annoncées dans les plans français ne sont jamais réalisées. Notre clause de suspension automatique réduit ce risque sans l'annuler.
- **Le risque extérieur.** Une récession européenne, une hausse des taux, un choc énergétique : le programme n'y résiste pas indéfiniment. Il prévoit un amortisseur de trois ans et une clause de sauvegarde sociale.
- **Le risque d'injustice.** La réserve pédagogique, les adjoints de classe, les territoires zéro chômeur sont des emplois modestes. Ils doivent rester des tremplins, pas des trappes. D'où l'obligation de formation certifiante et de passerelle vers le concours.

Ce que nous demandons

Nous ne demandons pas aux Français de croire à un miracle. Nous leur demandons d'accepter une idée simple, qui est aussi la thèse de ce livre : **on ne protège plus un poste, on protège une personne.** À partir de là, tout devient possible, y compris de demander à un chômeur diplômé de tenir une classe, à un quinquagénaire de se reconvertir, à un fonctionnaire de changer de métier, à une entreprise de payer ses fournisseurs en trente jours.

Cinquante initiatives. Trente-deux milliards par an. Soixante-neuf milliards de ressources. Aucun impôt nouveau. Six ans. Ce n'est pas un programme de gauche ni de droite. C'est un programme de pays qui a décidé d'arrêter de payer pour ne rien produire.

Sources

- INSEE, *Au deuxième trimestre 2026, le taux de chômage s'établit à 8,3 %*. insee.fr/fr/statistiques/9032359
- INSEE, *À la fin du deuxième trimestre 2026, le ratio de dette publique atteint 119,0 % du PIB*. insee.fr/fr/statistiques/9053525
- INSEE, *Finances publiques, tableau de bord* (déficit 2025). insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/tableau/10_ECC/15_FIN
- DARES, *Les inscrits à France Travail au 2e trimestre 2026*. dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-inscrits-france-travail-au-2e-trimestre-2026
- Vie publique, *Budget 2027, projet de loi de finances* (charge d'intérêts de 91,2 Md€ en 2027). vie-publique.fr/loi/304797-budget-2027-projet-de-loi-de-finances-plf
- Ministère de l'Économie, *PLF 2027, les principales mesures*. economie.gouv.fr/actualites/plf-2027-les-principales-mesures-pour-les-particuliers-et-les-entreprises
- Unédic, *Prévisions financières, octobre 2026*. unedic.org/publications/previsions-financieres-de-lunedic-octobre-2026
- OCDE, *Regards sur l'éducation 2026* (2 900 postes non pourvus). oecd.org/fr/publications/regards-sur-l-education-2026
- Cour des comptes, *La situation des finances publiques début 2026*. ccomptes.fr
- Agence France Trésor, *Budget de l'État* (charge budgétaire de la dette 2026). aft.gouv.fr/fr/budget-etat

Les montants des cinquante initiatives sont des ordres de grandeur établis à partir des coûts unitaires observés dans des dispositifs comparables. Ils ne constituent pas des estimations administratives validées. Les projections 2028-2032 sont des scénarios, pas des prévisions.